



Collectif pour un audit citoyen de la dette publique 67

**Nous ne paierons pas la crise !
Nous ne paierons pas leur dette illégitime !
Mobilisons-nous !**

Les 3 et 4 novembre 2011, le G20 se réunira à Cannes à l'invitation de la France.

Le **G20** est constitué des pays les plus riches au mépris de tous les autres. Il s'est autoproclamé garant de la stabilité économique et financière mondiale au lendemain de la crise financière de 2008. Il n'a en rien protégé les peuples. Au contraire, il a permis le maintien de la dictature de la finance qui déploie son emprise sur tous les aspects de notre vie: logement, travail, éducation, agriculture, climat, retraites, connaissances, biodiversité...

Après le G8 de Deauville où aucune mesure efficace n'a été proposée, tout montre que les dirigeants du G20, pour « regagner la confiance des marchés », n'envisagent pas de contrer les mécanismes à l'origine de la crise. Ils feront payer la note aux citoyens.

La dette publique sert en fait d'alibi pour imposer la destruction des services publics et détourner la richesse vers les spéculateurs. L'objectif premier du G20 n'est pas la sortie de crise, mais le maintien des profits boursiers par des plans d'austérité draconiens.

Face à la crise mondiale, à ses effets dévastateurs, aux propositions désastreuses issues du G8 et du G20, **nous refusons de laisser aux puissants le droit d'imposer leurs solutions à des crises qu'ils ont eux mêmes provoquées.**

Les réponses solidaires et démocratiques à cette crise ne viendront pas des dirigeants des pays les plus riches, mais des peuples eux-mêmes.

Des voies alternatives existent. **L'accès de tou-te-s aux droits humains fondamentaux et la protection de notre planète passent par un juste partage des richesses, d'autres modes de développement et une gestion démocratique des biens communs.**

Après les manifestations du Havre face au G8 en mai 2011, avant les conférences de Durban sur le changement climatique et de Rio sur développement durable, en lien avec les mouvements de démocratisation et de solidarité, de résistance à l'austérité, de conquête des droits partout dans le monde, **nous recherchons la convergence et la continuité des mobilisations populaires.**



et des citoyens



UNE CRISE ÉCONOMIQUE MONDIALE

Depuis 4 ans, il y a **une nouvelle étape de la crise économique capitaliste**, avec la crise des subprimes, puis celle des banques et aujourd'hui celle des dettes des États.

Depuis 2008, le G20 a été choisi pour répondre à la crise. Son action a été peu convaincante, se résumant à un catalogue de bonnes intentions. **La crise des dettes souveraines démontre l'inefficacité de ses politiques et son incapacité à anticiper les crises.**

Le G20 continue d'affirmer sa confiance en la supériorité du marché : la croyance aveugle en l'économie libérale et ses dogmes n'est pas remise en question. Ainsi, **on transforme une dette privée, celle des banques, en dette publique qui sera payée par les peuples.**

Les États se trouvant alors surendettés, **le G20**

impose des politiques d'austérité dont les conséquences sont les privatisations forcées, les coupes dans les dépenses sociales, de santé, d'éducation...

Le G20 de Cannes prétend vouloir réformer le système financier international, réguler les prix agricoles ou soutenir l'emploi et renforcer la dimension sociale de la mondialisation.

Seule une remise en cause de la toute puissance des marchés permettra de sortir de ces crises à répétition.

Il est donc urgent de désarmer les marchés financiers, et non de les rassurer comme s'emploient à le faire les dirigeants du G20.

Ce n'est pas aux peuples de payer la crise !

UNE CRISE SOCIALE

La crise sociale est la conséquence des politiques économiques libérales. Depuis les années 70 les dérèglementations ont mis l'économie des États sous la tutelle du marché.

Dans cette économie 80% des capitaux mondiaux recherchent les investissements à court terme pour des gains immédiats et ignorent l'économie réelle.

Le chômage, qui a toujours été un moyen de faire baisser les salaires, augmente. Les salarié-e-s deviennent

variables d'ajustement : CDD, temps partiel, flexibilité, licenciements économiques...

Ce chômage, résultat des politiques menées par les membres du G20, est utilisé par eux pour justifier leur politique de démolition des acquis sociaux.

Depuis plus de 30 ans que les politiques libérales s'appliquent, le chômage dans le Nord et l'exploitation des populations dans le Sud n'ont cessé d'augmenter.

...UNE CRISE ÉCOLOGIQUE,...

Il y a crise écologique car **le capitalisme libéral est incompatible avec la limitation des ressources naturelles de la planète.** Il lui est impossible de mettre en question le

productivisme sans fin, car son fondement même serait annihilé.

Même la catastrophe de Fukushima n'a pas pour autant ébranlé sa croyance en l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins civiles comme militaires.

Il y a crise politique car **les peuples ne se sentent plus représentés.**

Les révolutions arabes, notamment en Tunisie et en Égypte, et les mouvements des Indignés (à Madrid, Athènes et même Tel Aviv) ont en tout cas prouvé cette année que les peuples étaient capables de prendre leur destin en main.

...ET UNE CRISE POLITIQUE !

Le G20 organise le pillage de la planète par les 20 États les plus puissants, au détriment des autres pays.

Les gouvernements du G20 sont au service d'intérêts privés. Dans ce cadre il n'y a pas de place pour un "mieux vivre ensemble".

Exigeons un audit populaire pour l'annulation immédiate de la dette illégitime et l'arrêt des mesures d'austérité !

Rassemblement jeudi 3 novembre à 17h Place Kléber